

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Conseil National Economique, Social et Environnemental

Groupe de Réflexion Comportemental – GRC

COMPTE RENDU

Objet : *Journée d'étude sur « La rationalisation de la consommation »*

Date et lieu : Lundi 12 avril 2021 au niveau de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Alger

Participants :

Dans le cadre d'une série de rencontres autour de plusieurs thématiques touchant principalement le comportement du citoyen et son intégration dans la gouvernance économique, sociale et environnementale, une journée d'étude a été organisée le lundi 12 avril 2021 par le CNESE au niveau de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Alger sur «**la rationalisation de la consommation**», en présence d'un panel d'experts, d'enseignants universitaires, de représentants des secteurs concernés ,de la société civile ,des étudiants et professionnels des médias.

Dans son allocution d'ouverture, le président du CNESE, **Pr. Réda TIR** a préconisé une révision des textes régissant le commerce et la consommation, en priorisant le recours à des méthodes de gestion renouvelées, **soulignant** que l'Etat œuvre à rationaliser la consommation, une des conditions indispensables à la consécration des objectifs de la sécurité alimentaire et de la stabilité sociale.

Il a indiqué que le soutien qu'assure l'Etat pour garantir la disponibilité des produits de large consommation dépasse, dans la majorité des cas, les 60 à 70% de leurs prix réels, ce qui est à même de renseigner sur l'ampleur du gaspillage impactant lourdement sur les dépenses du trésor public. Le gaspillage cause l'instabilité du marché et la hausse de la demande de certains produits. Il concerne aussi l'énergie électrique, le carburant et la ressource hydrique où un taux de 20 % de perte est constaté annuellement. L'impact sur le budget de l'Etat se chiffre à plusieurs milliards de dollars annuellement, des milliards qui auraient pu être exploités pour le développement de l'éducation, de la santé et de l'enseignement supérieur.

Le président du CNESE a assuré que les recommandations allant dans le sens de la définition des contours d'une stratégie inclusive impliquant les pouvoirs publics et la société civile seront prises en considération par les hautes autorités en vue d'une lutte efficace contre le gaspillage.

1. Cheikh ABOU Abdeslam :

Dans son intervention intitulée : « rationalisation de la consommation », Cheikh Abou Abdeslam a expliqué, du point de vue religieux, le phénomène de gaspillage et la surconsommation chez les individus. A cet effet, il a rappelé que l'Islam recommande la solidarité dans la société à travers le don de charité pour tout ce qui nous est excédentaire, afin de répandre la paix et d'établir l'égalité entre tous.

Muhammad, le messager d'Allah, que Dieu le bénisse et lui accorde la paix, œuvrait et encourageait le bon comportement afin d'en imprégner l'humanité. La question de rationalisation de la consommation a un caractère éthique individuel, par conséquent, il doit y avoir des initiatives individuelles pour influencer le comportement collectif. Le Cheikh a ajouté : "Nous sommes un peuple

qui ne mange que s'il a faim et s'il mange c'est sans excès". La consommation est donc un sujet qui englobe à la fois un aspect de moralité et un aspect sanitaire. Le Messenger Muhammad (pbsl) nous a appris que l'empressement est nocif pour la santé, puisque la raison et la religion le déconseille. Il a été mentionné dans le coran : «Mangez et buvez mais ne gaspillez point ! Car Allah n'aime pas les gaspilleurs» (Coran : 7/31) explique le Cheikh ; cela veut dire qu'on ne doit pas dépasser les limites, il a été scientifiquement prouvé que ceux qui consomment régulièrement un type de nourriture développeront des maladies, et l'une des méthodes pour les prévenir est le carême, le comportement privé typique est imité par la société. Le Cheikh a ajouté qu'une personne qui consomme plus que ses besoins Commet deux types d'erreurs : Premièrement, il fait du mal à son corps, et deuxièmement, il gaspille ; parce qu'il mange ce qu'il peut et jette le reste. D'autre part, le Cheikh a souligné que le taux de production de pain peut dépasser deux baguette pour chaque membre de la famille alors qu'il n'en consomme généralement qu'une, ce qui signifie que nous ne pensons pas de manière appropriée, le problème étant avant tout d'ordre éthique. Selon le Cheikh Abou Abdeslam : Nous ne devons pas acheter ce dont nous n'avons pas besoin ; autrement dit le critère d'achat devrait se baser sur le besoin et la nécessité. Si vous achetez ce dont vous n'avez pas besoin, vous provoquerez la panique et l'anxiété dans la société, au lieu de répandre la tranquillité. Le Cheikh a mentionné que la famille bédouine algérienne avait pour habitude de consommer de la viande seulement pendant les fêtes, par conséquent, le prix de la viande a diminué. En effet, de nos jours, Les économistes planifient leur politique en fonction de la demande sociale et non de l'offre. Le Messenger (pbsl) a maudit le monopoleur. Un État est fort s'il repose sur la stabilité sociale ; c'est-à-dire la disponibilité des produits et une meilleure planification pour répondre aux différents besoins des citoyens.

2. Pr. Aïssa ABDELGUERFI : Expert agricole de l'école nationale supérieure de l'agriculture.

Il a abordé « **La surconsommation et le gaspillage des produits alimentaires : Conséquences sur la santé et l'économie en Algérie** ».

L'expert a déclaré que le gaspillage constitue une véritable menace pour l'économie nationale et pour la santé, particulièrement durant le Ramadhan à travers la consommation excessive des produits alimentaires, sucre, matières grasses, sel et farines blanches.

Il a présenté des chiffres alarmants relevant de l'étude réalisée en 2015 par l'UGCAA (Union Générale des Commerçants et Artisans Algériens), laquelle montre qu'il y'aurait jusqu'à 120 millions de baguettes de pains jetées, 50 000 tonnes de légumes et 12 millions de litres de lait gaspillés, un gâchis annuellement évalué par l'UGCCA à plus de 35 milliards d'euro, impactant négativement sur l'économie.

Il a aussi évoqué la question de la consommation excessive des matières suivantes :

Le sucre : que les Algériens consomment 3 fois plus que la moyenne mondiale. 30 kg/hab/an au lieu de 10 kg/hab/an ; aliments, boissons (150 000 tonnes sont utilisées pour la production de jus et sodas).

Le sel : sachant qu'en Algérie, l'hypertension artérielle, le durcissement des artères (athérosclérose), les crises cardiaques et les AVC sont à l'origine de 35% des décès ; soit 17 000 décès chaque année, d'où la nécessité de réglementer l'utilisation du sel dans certains produits.

La farine blanche : il a rappelé que la farine de blé contient du gluten. Ce dernier est une protéine qui peut endommager la muqueuse intestinale, ce qui constitue un danger sur la santé, allant du diabète

au cancer. D'ici 2030, le nombre de cas pourrait atteindre le seuil de 70.0 annuellement, a-t-il averti, sans oublier de rappeler que la consommation excessive de ces produits est à l'origine de l'hypertension artérielle et des maladies affectant le système immunitaire.

L'analyse des disponibilités alimentaires de 2013 montre que les produits végétaux apportent 88,5% de l'énergie et que la diversité alimentaire est faible. Plus de la moitié des kilocalories de la nation sont fournies par les céréales (51%) ; suivent les huiles végétales (11%) et les sucres et édulcorants (8%). De leur côté, les fruits et légumes en fournissent, respectivement, 6,5% et 4% alors que le lait et produits laitiers 7%. La viande et surtout le poisson sont très peu présents avec, respectivement, 3% et moins de 1%.

L'expert a rappelé l'un des sous-objectifs de l'Objectif du Développement Durable 12, à savoir ; « Garantir des modes de consommation et de production durables » : Réduire de moitié, d'ici 2030, le gaspillage alimentaire au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes alimentaires tout au long de la production et des chaînes d'approvisionnement.

A cet effet, l'expert a donné quelques suggestions et orientations pour réduire la consommation excessive et le gaspillage à travers les expériences internationales :

- Aller vers une subvention ciblée des produits, comme l'expérience égyptienne ;
- Diversification des farines utilisées et réduction drastique des farines blanches surtout pour le pain, comme l'expérience irakienne ;
- Eviter les engraisements excessifs des animaux inutilement : Poulet, mouton, bœuf, comme l'expérience Canadienne ;

- Réduction des sucres et du sel dans tous les aliments, expérience Norvégienne (prix du sucre x 4) ;
- Sensibilisation : par les différents acteurs notamment, MADR, MESRS, éducation, formation professionnelle, société civile, associations, organisations professionnelles ;
- Installer des normes strictes et l'exercice de contrôles par le ministère du commerce ;
- La transition vers des systèmes alimentaires durables ;
- Mettre l'accent sur une diversité d'aliments, principalement à base de plantes ;
- Une consommation plus modérée de viande et de poisson ;
- Réduire considérablement les déchets et le gaspillage dans la chaîne alimentaire et la consommation.

A la fin de son intervention, l'expert affirme que la protection de la santé et de l'économie nationale dépend très largement des normes que nous pouvons instituer pour se rattraper.

3. Hazzab BENCHAHRA : Secrétaire générale de l'Union National Des Commerçant et Artisans.

Il a indiqué que le phénomène de gaspillage est immoral et inhumain. Il impacte négativement sur l'environnement et se caractérise par la Boulimie, les prix élevés, la spéculation et le monopole, c'est pourquoi la rationalisation de la consommation est une culture d'éthique et de conscience collective, d'autant plus que ce fléau touche principalement les matières de large consommation subventionnées par l'Etat, censées être profitables uniquement aux catégories vulnérables.

Dans le même cadre, il a mentionné que la rationalisation de la consommation doit reposer sur :

- L'adoption d'une vision prospective des subventions destinées à ceux qui les méritent ;
- La criminalisation du gaspillage pour garantir les droits des futures générations ;
- L'élaboration d'une charte pour consolider la rationalisation de la consommation et préserver les ressources naturelles afin d'assurer un développement durable à travers les espaces médias ;
- L'implication de la société civile pour changer le modèle de consommation et jouer le rôle du balayeur afin de créer un consensus autour de la stratégie de rationalisation de la consommation et assurer le succès du plan économique, ce qui permettrait de sortir de la crise sanitaire et économique.

Enfin, le porte-parole, en sa qualité d'organisation syndicale, a affirmé que son organisation n'épargnerait aucun effort pour préserver l'indépendance économique du pays, soulignant que la rationalisation de la consommation est un devoir national.

4. Mabrouk AIACHE TEMAM : Président de l'Union nationale des Industries Agroalimentaire.

Il a remercié le CNESE d'avoir organisé cette journée d'étude, tout en déclarant que la question de la rationalisation de la consommation a une importance capitale.

5. Hocine HIMRANE : Chef de division du service public de l'eau à l'Algérienne Des Eaux.

Il a évoqué : « le service public de l'eau potable et les leviers pour l'économie de l'eau ».

L'expert a révélé le manque de prise de conscience collective quant à la nécessité de préserver cette ressource qui fait l'objet de pertes considérables (la production nationale est évaluée à 4 milliards de M³).

A cet effet, l'Agence Nationale de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (AGIRE) s'appuie sur trois leviers pour lutter contre le phénomène de gaspillage, à savoir :

- a) Lutte contre les fuites d'eau sous la bannière « Pari gagnant ». Ce levier a permis à l'AGIRE de récupérer le volume d'eau perdue dans les réseaux de distribution, en réparant un nombre élevé de fuites visibles et invisibles.
- b) Lutte contre le piquage illicite. A travers ce levier, AGIR a pu récupérer les volumes perdus en eau dues à ce phénomène. La Perte d'eau liée aux piquages illicites varie entre 20 et 25% du volume d'eau distribué, ce qui nécessite l'implication des représentants des autorités publiques, de la société civile et des médias locaux.
- c) Sensibilisation des citoyens à l'usage raisonné de l'eau. Les outils de ce levier se sont basés sur le lancement de la campagne « Solidarité Eau », en 2020, sur les réseaux sociaux et sur le lancement de plusieurs campagnes radiophoniques à travers tout le territoire national, ainsi que sur l'implication des journalistes à travers l'organisation de « Discover Day » sous forme de visites guidées au niveau des infrastructures hydrauliques pour constater les efforts des pouvoirs publics dans l'amélioration du service public de l'eau et pour nous soutenir dans toutes nos actions de communication, particulièrement durant cette période particulière, marquée par le manque de ressources.

6. Boualem HADDAD : Vice-président de l'Union Nationale des Industries Agroalimentaires.

Son intervention est intitulée : «La situation sur la consommation agroalimentaire en Algérie». L'intervenant a rappelé la flambée des prix des céréales en 2005 dans le monde, ce qui a obligé l'Etat à adopter la politique de subvention des prix, utile au contexte économique de cette période. Cependant, cette politique s'est étendue jusqu'à ce jour, ce qui a produit un impact négatif sur le plan

socio-économique, notamment sur le plan économique tel que l'apparition du marché informel, la spéculation, la concurrence illicite, l'apparition des textes qui régissent les subventions des prix et le monopole.

Il a ajouté que, malheureusement, le prix a primé sur la qualité, ce qui a influencé négativement la santé publique et les taux des maladies non transmissibles comme l'HTA, le diabète, le cancer...etc. Tout cela est dû au caractère impératif des décisions qui ont été prises lors des années 2005. L'intervenant a attiré l'attention sur l'impact des réseaux sociaux et la méconnaissance du consommateur, lequel s'est habitué à la politique des subventions, mettant en cause le profil de l'économie nationale ; ni capitaliste ni communiste.

D'après l'intervenant, le problème majeur de l'industrie agroalimentaire en Algérie est lié, premièrement, à la subvention des prix des produits alimentaires de large consommation, impactant le distributeur et le consommateur, d'où la nécessité de réorienter ce soutien vers la subvention du pouvoir d'achat afin de résoudre cette problématique, et deuxièmement, à l'importation de la matière première qui provoque l'augmentation des prix, comme par exemple ; l'augmentation des prix du poulet et de l'huile due à la flambée des prix du soja dans le marché mondial.

Il a souligné aussi que les raisons principales du gaspillage relèvent de l'absence d'un conditionnement adapté aux aliments, ajoutant que les règles du marché remontent aux années 2017, un contexte totalement différent de celui d'aujourd'hui.

A la fin, il a confirmé le potentiel de production en matière d'industrie alimentaire en Algérie, et ce, malgré la cherté de la matière première, raison de l'augmentation des prix.

7. Youcef Guellfat : Président de la Fédération Nationale des Boulangers.

Il a abordé le sujet de : « la consommation du pain en Algérie et le gaspillage ». Il a commencé son intervention en donnant un aperçu sur le nombre de boulangeries dans le pays, estimé à 8.552 boulangeries avec une capacité de production de 50 millions de baguettes par jour. Malheureusement, 20 % de cette production est destinée au marché du bétail pour être utilisé comme fourrage. Il est à noter que les déchets avalent environ 10 millions de baguettes de pains par jour, alors que la consommation moyenne journalière de farine pour la production de pain est estimée à 300 kg par boulangerie, ce qui constitue un fardeau très coûteux pour le trésor public.

Il a indiqué que le gaspillage du pain est un phénomène lié principalement à la qualité de la farine et aux maladies qu'elle provoque, mais aussi à la morale du citoyen, même si le prix de ce produit est subventionné.

8. Mustapha ZEBDI : Président de l'Association algérienne de Protection et d'Orientation de Consommation et de son Environnement (APOCE).

Il a appelé à une réorientation d'une partie des subventions vers le développement des entreprises, expliquant que l'aide ainsi accordée aux entreprises devrait contribuer à alléger le coût de la production et à faire baisser le prix de consommation.

L'intervenant a souligné que le gaspillage des produits alimentaires est fréquent à tous les échelons de la société, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de pain, d'eau et d'électricité, trois produits fortement subventionnés et pour lesquels aucune mesure n'est prise, ce qui rend

la gestion des déchets de plus en plus problématique. Il a estimé qu'il fallait sortir un peu des travaux habituels organisés et aller sur le terrain pour sensibiliser les citoyens à la nécessité de ne plus gaspiller.

Il a expliqué que la sensibilisation est un travail de longue haleine exigeant une réflexion continue avec une évolution constante et dont les résultats ne se verront pas de suite.

Il a, par ailleurs, noté que la révision du système des subventions devrait diminuer le gaspillage de plusieurs produits.

Ce comportement de gaspillage n'est pas seulement limitée aux familles, il est présent même au niveau des institutions, y compris les hôpitaux et les mosquées, ce qui est considéré comme plus dangereux et plus cher. La publicité doit être adoptée pour réduire les déchets.

A la fin, l'intervenant a mis l'accent sur le gaspillage dans les écoles et les campus universitaires, il a plaidé en faveur d'une stratégie de sensibilisation qui doit dépasser le cadre conjoncturel.

Suite aux présentations des intervenants, un débat a été ouvert autour de la thématique de la journée où des précisions ont été apportées par les intervenants et l'ensemble des associations qui se résument comme suit :

- Rationaliser la consommation de l'eau ;
- Intégrer la publicité aux campagnes de rationalisation de la consommation ;
- Lutter contre la rumeur pour éviter la pénurie des biens sur le marché et s'orienter vers des canaux de communication officielles ;
- Adapter la gestion durable pour lutter contre le gaspillage des établissements, notamment les hôpitaux et les universités...etc ;

- Revoir le régime alimentaire, les mécanismes de subvention, la carte agricole, ainsi que la carte de l'industrie.

La clôture des travaux s'est faite à 14h.